

**RAPPORT D'ENQUETE SUR LA SECURITE
PILOTEE PAR LES COMMUNAUTES AU
BURKINA FASO
LES KOGLWEOGO**

Table des matières

Introduction	3
I. La nécessité des dispositifs de sécurité pilotés par les communautés.....	4
1. La vision des populations de l’Est.....	8
2. La vision des populations des Hauts-Bassins	8
3. La vision des populations du Centre-Ouest.....	8
4. La vision des populations du Centre	9
5. Quelques points de vue de membres d’organisations de sécurité communautaire	10
II. Les forces et les faiblesses de ces dispositifs	11
1. Les forces	11
2. Les faiblesses	11
III. Les craintes exprimées et les propositions pour améliorer l’action des Koglweogo	13
1. Les craintes.....	13
2. Les propositions pour améliorer les interventions.....	13
IV. Le sentiment d’insécurité des populations.....	14
V. Recommandations	15
Conclusion	16

Introduction

Le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique subsaharienne, partageant des frontières communes avec le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Niger. D'une superficie de 274 200 km² et avec une population d'environ 19 500 000 habitants¹, ce pays en développement était considéré par plusieurs observateurs comme stable en termes de sécurité intérieure, de même qu'au niveau de ces frontières, alors qu'au même moment, certains de ses pays voisins, notamment le Mali et la Côte d'Ivoire, étaient en proie à des déstabilisations ou à des troubles sociopolitiques internes ayant causé de nombreuses victimes.

Plusieurs déterminants socioculturels et politiques ont permis au Burkina Faso de garder cette relative stabilité, le plaçant comme l'un des pays de la sous-région les plus sûrs en matière d'investissements nationaux et internationaux.

Au début de la décennie 2010, cette stabilité a fait place à une multiplication des revendications sociales et politiques. En 2011, des désaccords au sein de l'armée et des tensions sociales fortes ont conduit à une crise majeure qui a ébranlé le pays.

Quelques années plus tard, en 2013, les premières manifestations de l'opposition politique, contre la mise en place d'un sénat et la modification constitutionnelle souhaitée par le pouvoir en place, fragilisent encore plus le Burkina Faso. Les événements de 2014 sont la consécration de ces manifestations avec un ras-le-bol populaire qui a bouleversé l'ordre sociopolitique établi.

En 2015, le coup de force perpétré par les éléments du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) a conduit à son démantèlement le 25 septembre de la même année par un décret adopté en Conseil des Ministres.

Au front social bouillonnant, né sans doute des attentes déçues au lendemain du grand espoir suscité par le changement opéré au sommet de l'État, s'est ajoutée une tension militaire et sécuritaire palpable, créant un terreau fertile pour le grand banditisme.

Les attentats de janvier 2016 à Ouagadougou et les nombreuses autres attaques qui ont suivi, ont consacré le début d'une période d'insécurité presque chronique dans le pays.

Aujourd'hui, cette situation met à rude épreuve la sécurité humaine dans son ensemble au moment même où l'État semble avoir perdu sa capacité à protéger les populations.

Ce sentiment d'insécurité et de vide laissé par l'État a poussé les populations à s'auto-protéger, voire à prendre le relais des forces de sécurité à travers la création de structures dotées d'armes.

Les plus emblématiques, les Koglweogo, se sont rapidement fait connaître par les populations à travers des actes de représailles envers des individus jugés dangereux pour la sécurité des populations.

¹ Chiffres de la Banque mondiale en 2017

Dans un État de droit, nul ne doit se faire justice soi-même. Cependant, quelle doit être l'attitude des populations lorsqu'elles ont le sentiment que l'État n'arrive plus à assurer leur sécurité ? Doivent-elles tout abandonner entre les mains d'un État qui semble faillir à sa responsabilité première de protéger ses citoyens ? La sécurité n'est-elle pas, en fin de compte, l'affaire de tous ?

Nous avons mené une enquête sur ces groupes afin d'en comprendre davantage la portée sociologique. Ce rapport qui en découle traduit entre autres la perception des populations relative à la sécurité pilotée par les communautés.

De prime abord, il convient de souligner que cette forme d'organisation communautaire de sécurité n'est pas nouvelle au Burkina Faso. Elle existe depuis des décennies mais n'a jamais autant retenu l'attention des autorités et de l'opinion publique.

Applaudis ou décriés, les Koglweogo font désormais partie du paysage sociopolitique et sécuritaire du Burkina Faso. Leur existence étant un fait avéré, il est bon d'appréhender le niveau d'acceptation de cette forme d'organisation par les populations. Comment sont-ils perçus et quel est l'impact réel de leurs actions sur la vie des populations ?

I. La nécessité des dispositifs de sécurité pilotés par les communautés

Depuis 2012, l'administration publique reconnaît des difficultés sécuritaires dans le pays, particulièrement dans les régions de l'Est, du Centre, du Centre-Sud et du Centre-Nord. En effet, l'ancien Ministre en charge de la sécurité de l'ère Blaise Compaoré, Jérôme BOUGOUMA, face à l'assemblée nationale, affirmait que *« pour contrer l'insécurité, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles des forces de sécurité intérieure, le renforcement de la fonction renseignement, la participation communautaire, le renforcement de la communication, le renforcement du dispositif de prévention et de répression »*².

En dépit de cette volonté, nous avons malheureusement assisté à une recrudescence des attaques à mains armées, des conflits intercommunautaires, des mouvements sociaux avec leurs corollaires de pillages, de pertes en vies humaines, en ressources et en quiétude des communautés.

Précisons que l'enquête a été conduite auprès des populations des Régions de l'Est, des Hauts-Bassins, du Centre-Ouest et du Centre qui apparaissent comme les zones où l'on note une plus grande concentration de ces groupes d'autodéfense.

Au total, ce sont 826 personnes qui ont été interrogées par une équipe de six enquêteurs dans la région du Centre et de trois enquêteurs dans les trois autres régions. Le nombre de personnes ayant accepté de répondre aux questions de façon volontaire est plus élevé dans la Région du

² Article du Faso.net INSECURITE AU BURKINA : Vers un renforcement du dispositif sécuritaire du • jeudi 22 mars 2012 à 00h19min
<http://lefaso.net/spip.php?article47017>

Centre, montrant ainsi un réel intérêt des milieux urbains et péri-urbains proches de Ouagadougou, pour ce sujet. Il en est de même pour les régions des Hauts-Bassins et du Centre-Ouest qui font parties des agglomérations les plus peuplées du pays.

Tableau 1: Population enquêtée par région

REGION	NOMBRE DE REpondANTS
Centre	617
Centre-ouest	90
Est	23
Hauts-bassins	96
Total général	826

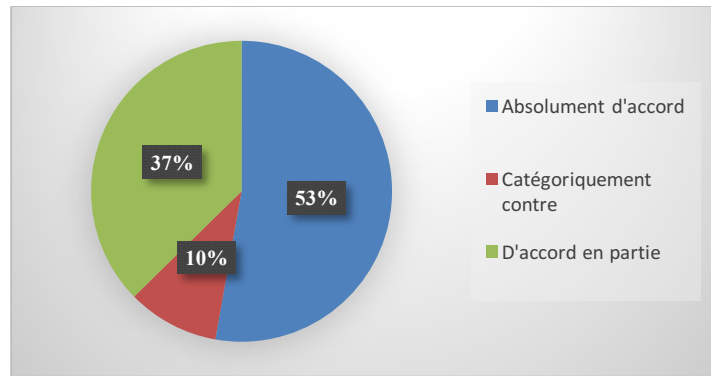
Malgré des avis partagés, les populations approuvent en majorité l'existence des Koglweogo. Les personnes favorables à leur existence estiment que ces groupes d'autodéfense ont un rôle important à jouer dans la sécurisation des populations.

Pour eux, la question de la légitimité de ces forces ne se pose pas car ces groupes ont comblé un vide sécuritaire important laissé par l'État.

Moins catégoriques, les indécis jugent nécessaire qu'une coordination entre les forces républicaines de sécurité et les Koglweogo s'établisse. Une collaboration mutuelle permettrait de contrôler l'insécurité tout en préservant la légalité et la légitimité des forces de sécurité.

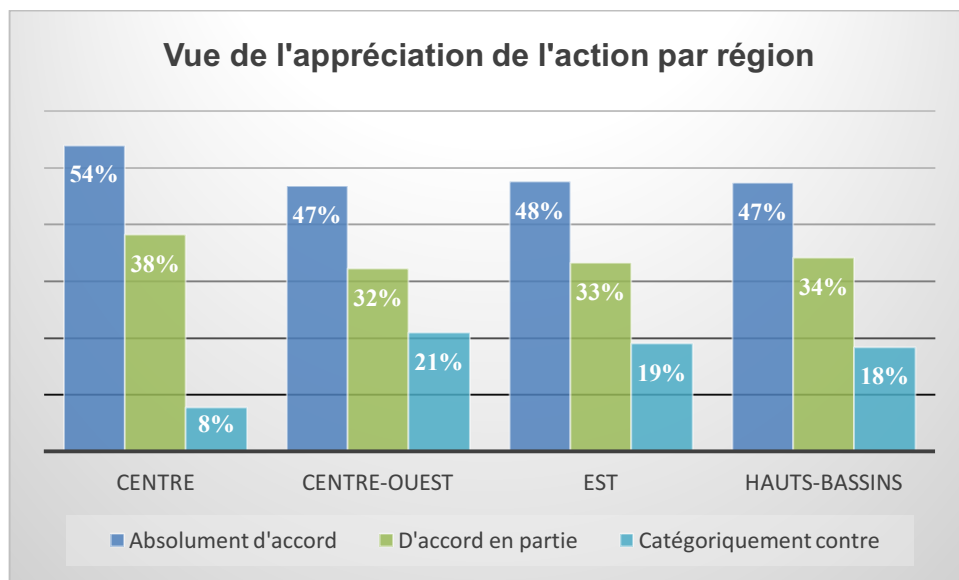
Les sceptiques, minoritaires, redoutent la naissance d'un État dans un État. Pour eux, la souveraineté nationale en matière sécuritaire n'est donc pas négociable.

Figure 1: Appréciation de l'action des Koglweogo



90% des enquêtés affirment être partiellement ou totalement en accord avec l'action des dispositifs communautaires de sécurité. Une analyse de cette opinion selon les zones d'enquête est décrite par le graphique suivant.

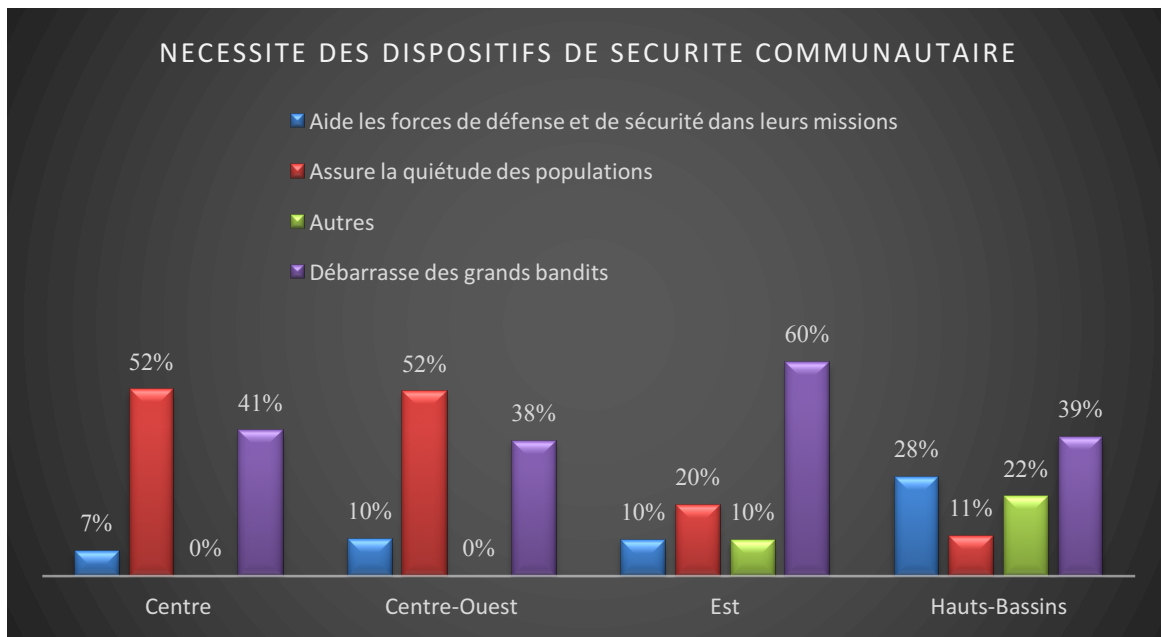
Figure 2: Avis des enquêtés sur la mise en place des dispositifs communautaires de sécurité selon les régions



L'analyse des données par région indique que les populations du Centre sont celles qui affirment le plus être en accord (92%) avec la mise en place des Koglweogo contre 79% au Centre-Ouest, 81% à l'Est et 81% dans les Hauts-Bassins. Des raisons diverses justifient cet accord, les principales étant la nécessité pour les communautés d'aider les forces de sécurité à assurer leur mission, assurer la quiétude des populations, mettre un terme au banditisme, etc.

Le graphique ci-dessous indique l'importance accordée à ces raisons par les enquêtés.

Figure 3: Nécessité des dispositifs de sécurité pilotés par les communautés



Les arguments avancés par les personnes interviewées ressortent clairement dans ce graphique. Ainsi, la grande majorité des personnes vivant à l'intérieur du pays, favorable à l'existence des Koglweogo, soutiennent qu'ils ont permis de bouter hors du pays le grand banditisme.

Confrontées quotidiennement aux braquages à mains armées, aux violences de toutes sortes, ces personnes sont convaincues de l'impact positif de l'intervention des Koglweogo.

C'est dans la Région de l'Est, l'une des parties du Burkina Faso la plus exposée à l'insécurité, que cet argument est le plus défendu. Dans le Centre-Nord, c'est la quiétude des populations obtenue grâce aux diverses interventions des Koglweogo qui est valorisée avec une opinion de 52%. Si à l'Est le soutien aux forces de l'ordre et de sécurité est un argument moins important, dans la Région des Hauts-Bassins, nombreux sont ceux qui soutiennent cette thèse parce que les Koglweogo peuvent :

- ✓ Accompagner les services de sécurité ;
- ✓ Sécuriser la forêt et pratiquer la chasse ;
- ✓ Réduire la violence dans les villes.

A l'instar de Bobo-Dioulasso, dans la région abritant Ouagadougou, la capitale, une grande majorité de personnes enquêtées soutient les Koglweogo parce qu'ils produisent des résultats et sont complémentaires des forces de sécurité.

1. La vision des populations de l'Est

Ces dernières années, la région a été marquée par la recrudescence des attaques à mains armées, de vols de cheptel ayant conduit l'État à prendre des dispositions sécuritaires spécifiques. 60% des personnes enquêtées justifient leur approbation des Koglweogo parce qu'ils ont permis de réduire le grand banditisme dans la zone.

De l'avis de responsables de groupes de sécurité interviewés dans la ville de Fada N'gourma dans le cadre de cette enquête, des mesures ont été prises à leur niveau pour encadrer leurs interventions. Ainsi se sont-ils constitués en association (les statuts et le règlement intérieur nous ont été fournis). Ils reconnaissent néanmoins leur impuissance face à d'autres groupes de Koglweogo qui n'adhèrent pas à ce processus de formalisation et de prise en compte des normes administratives.

2. La vision des populations des Hauts-Bassins

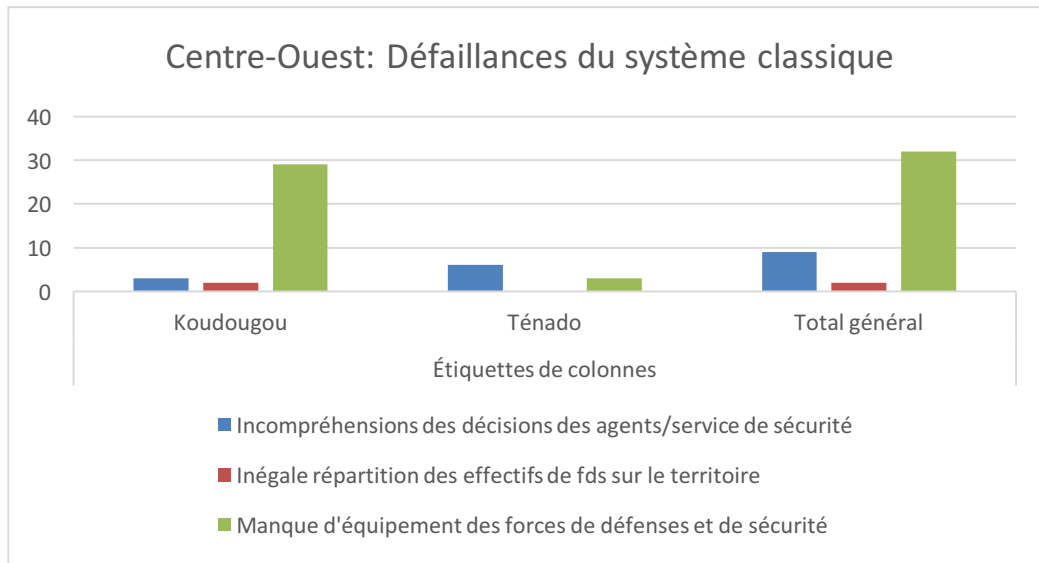
La région Ouest du Pays a la particularité d'abriter différents dispositifs de sécurité pilotés par les communautés dont notamment les Dozos. Certains enquêtés affirment que l'existence de ces groupes permet de sauvegarder les valeurs socioculturelles, d'aider à prévenir des actes de banditisme tels des incendies dans les marchés et de permettre une intervention rapide en cas de besoin.

3. La vision des populations du Centre-Ouest

Cette région a été affectée en début d'année 2017 par les événements de Tialgo. L'enquête dans cette zone a été réalisée sur trois sites : la ville de Koudougou et les villages de Doudou et de Ténado (chef-lieu de la Commune dont dépend Tialgo). L'intérêt était de cerner la vision de citoyens douloureusement affectés par les altercations entre populations et groupes de sécurité.

48% des enquêtés de la région du Centre-Ouest affirment que c'est la défaillance des systèmes classiques de sécurité qui a entraîné l'installation des dispositifs de sécurité communautaires. Les raisons avancées sont présentées dans le graphique ci-après.

Figure 4: Défaillances relevées par les populations du Centre-Ouest



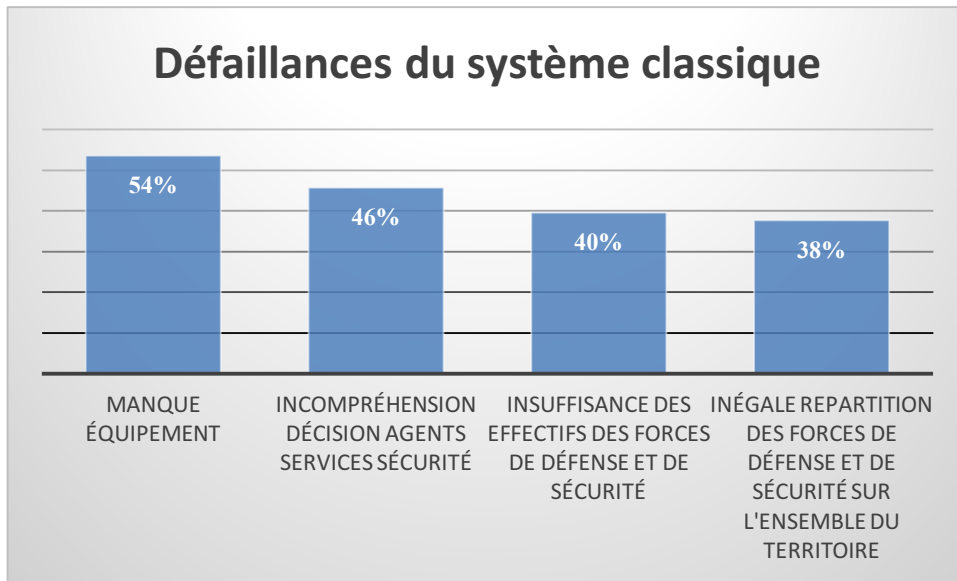
L'insuffisance d'équipements pour le bon fonctionnement des services de sécurité est la principale raison donnée par l'ensemble des populations des deux communes enquêtées. Prises individuellement, les populations de la commune de Ténado pensent que les décisions parfois incomprises des services de sécurité sont la source des principales défaillances du système classique de sécurité.

4. La vision des populations du Centre

Nous avons collecté les données dans la commune urbaine de Ouagadougou et la commune rurale de Saaba.

La ville de Ouagadougou a été incluse pour avoir une vision plus globale au regard de la diversité des personnes rencontrées, et la localité de Saaba du fait de l'existence d'un dispositif de Koglweogo dans cette zone. Il ressort de l'enquête que les populations du Centre souhaitent le maintien des dispositifs de sécurité par les communautés. Pour ces personnes interrogées, les défaillances du système classique de sécurité sont évidentes, limitant leurs capacités réelles à assurer la sécurité de toutes les populations du Burkina Faso. Il s'agit notamment du manque d'équipement pour les FDS, de décisions mal comprises des agents de sécurité, de l'insuffisance des effectifs des FDS et de leur inégale répartition sur l'ensemble du territoire.

Figure 5: Taux d'appréciation des défaillances du système classique



Plus de la moitié des enquêtés du Centre identifient le manque d'équipements comme défaillance du système classique qui motive la mise en place des dispositifs communautaires. En effet, estimant que les FDS ne sont pas suffisamment outillés pour assurer leur sécurité, les populations s'organisent pour se protéger elles-mêmes. Elles relèvent les cas d'assassinats de femmes, de lenteur d'intervention des FDS, de la recrudescence des cas de vols, de délinquance, etc. Elles estiment en outre, à travers leur organisation communautaire, aider les FDS dans leur rôle régalien en protégeant les populations.

5. Quelques points de vue de membres d'organisations de sécurité communautaire

Au cours de l'enquête, nous avons eu l'opportunité de discuter avec des membres de groupes de Koglweogo et des responsables coutumiers dans la région de l'Est, du Centre, des Hauts-Bassins et du Centre-Ouest. L'un des interviewé explique : « *ce dispositif est le bienvenu. Le territoire national est grand et on ne peut pas avoir les FDS partout. Nous venons appuyer l'état dans son action pour la sécurité. Aujourd'hui, toutes les régions couvertes par les Koglweogo sont en sécurité. Nous devons respecter les FDS et l'État ainsi que les lois. C'est aussi l'occasion de lancer un appel au ministre (de la sécurité) à respecter ses engagements vis-à-vis de son décret. Il faut que les Koglweogo qui ne sont pas en règle soit démantelés et que tous les autres soit recadrés afin qu'il y ait une bonne collaboration entre les FDS et nous. Qu'ils respectent les lois et les FDS pour que ça marche. Si aujourd'hui nous sommes une référence, c'est parce que nous avons réussi à nous conformer aux règles et lois en vigueur* ». Cet acteur, ancien militant CDR³ sous la révolution et fonctionnaire à la retraite dans la région de l'Est, recherche la paix pour sa communauté tout en respectant les lois.

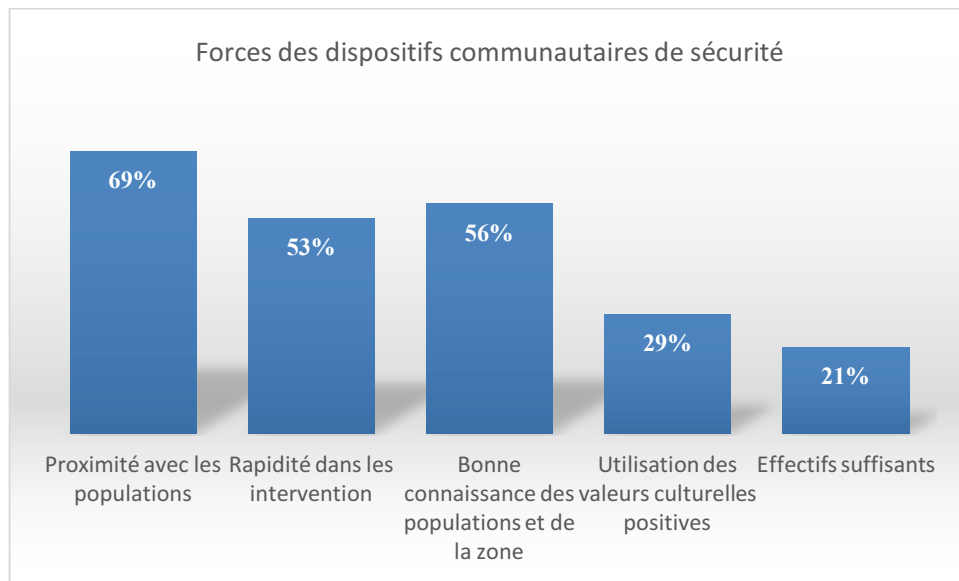
³ CDR : Comité de Défense de la Révolution, groupe de jeunes militants entre 1983-1987 au Burkina Faso, en charge de la sécurité et du respect des mots d'ordre dans les quartiers

II. Les forces et les faiblesses de ces dispositifs

1. Les forces

Composés de membres de la communauté pour la majorité, les populations ressentent une proximité identitaire avec ces groupes de sécurité. L'utilisation de la langue du milieu, le fondement sur les us et coutumes des populations, le respect et l'implication de l'autorité coutumière, la connaissance du milieu sont des facteurs qui renforcent les actions des groupes de sécurité pilotés par les communautés. Le graphique ci-après donne un aperçu de l'appréciation des forces de ces dispositifs par les enquêtés.

Figure 6: Les forces

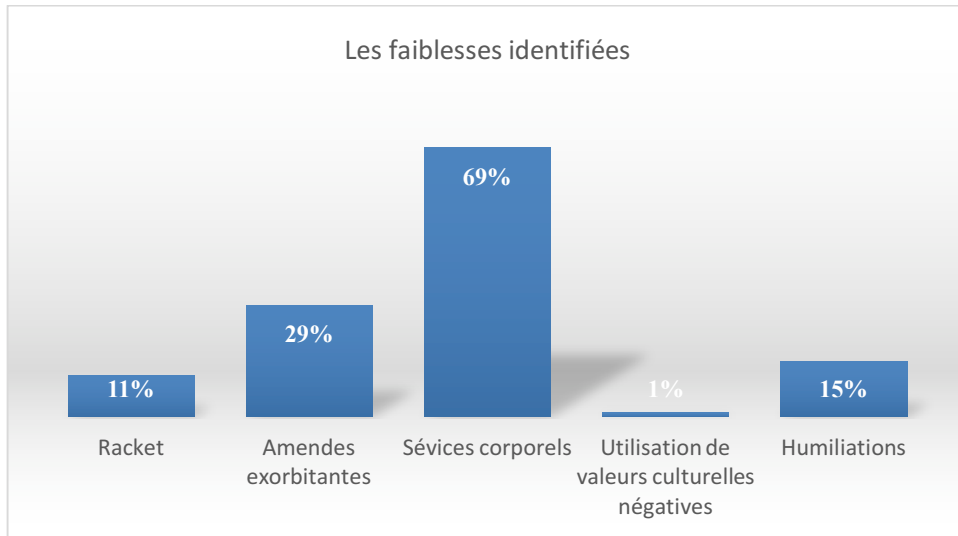


Majoritairement, les enquêtés identifient aussi bien la proximité avec les populations, la bonne connaissance des populations et de la zone, ainsi que la rapidité d'intervention comme les atouts des dispositifs communautaires de sécurité.

2. Les faiblesses

Les enquêtés identifient les rackets, les amendes exorbitantes, les violations des droits de l'Homme dont les sévices corporels, les tortures et autres traitements inhumains dégradants comme insuffisances dans les interventions des Koglweogo et autres groupes de sécurité communautaire.

Figure 7: Faiblesses



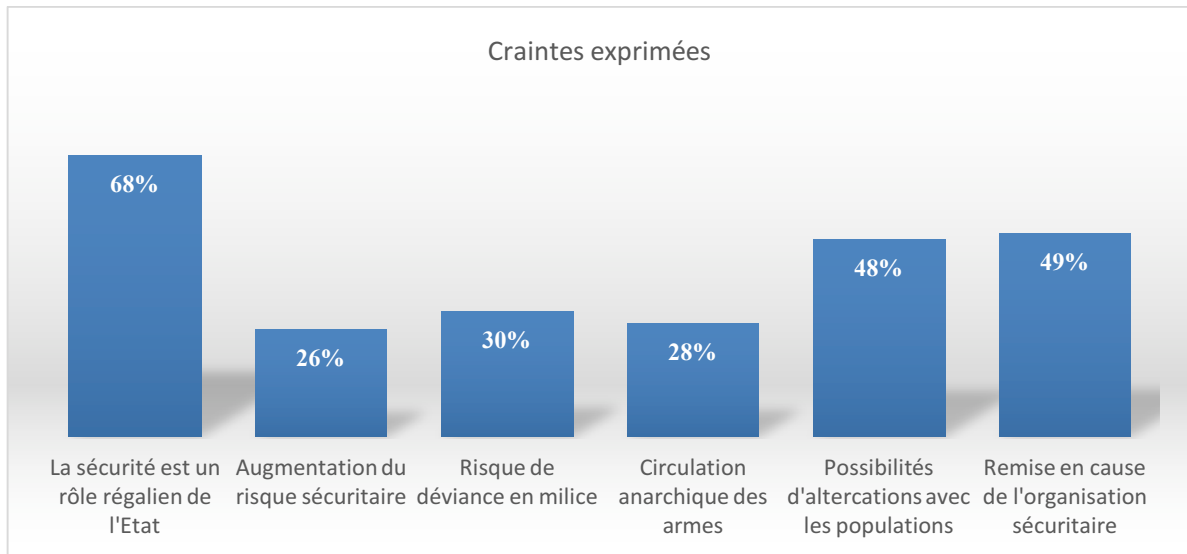
Les sévices corporels sont la faiblesse majeure identifiée par les populations enquêtées. Ces sévices vont à l'encontre de toutes les conventions internationales ratifiées et signées par le Burkina Faso. C'est la principale raison pour laquelle une partie de la population et les organisations nationales et internationales de protection et de promotion des droits de l'Homme demandent une dissolution de ces groupes.

III. Les craintes exprimées et les propositions pour améliorer l'action des Koglweogo

1. Les craintes

Les enquêtés opposés à la mise en place des dispositifs de sécurité pilotés par les communautés expriment diverses craintes dont les plus pertinentes sont présentées dans le graphique suivant :

Figure 8: Craintes



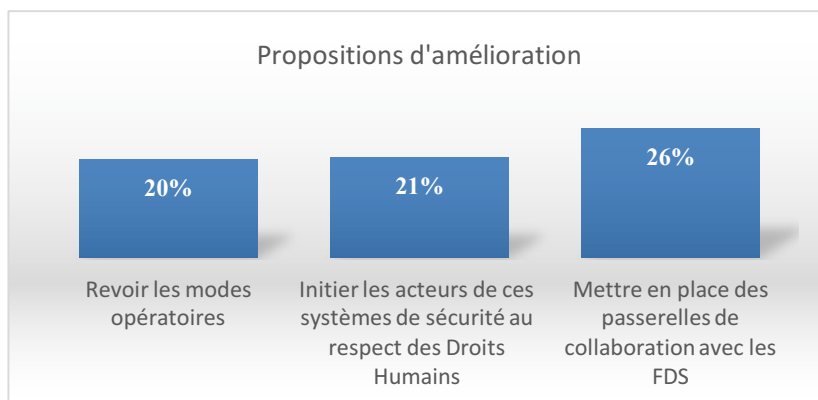
Pour ces enquêtés, la sécurité est un rôle régalien de l'État et il n'appartient pas aux communautés de s'organiser pour se l'auto-assurer. Ce type d'organisation pourrait en outre créer des altercations avec les populations, remettre en cause l'organisation sécuritaire, augmenter les risques sécuritaires et de déviance en milices.

2. Les propositions pour améliorer les interventions

Bien que d'une utilité reconnue par l'ensemble des populations enquêtées, les actions des Koglweogo restent sujettes à caution. Les populations proposent le renforcement de leurs capacités et l'instauration de mécanismes de collaboration avec le système de sécurité classique. Des communications ont été initiées dans ce sens avec un succès mitigé.

Depuis plusieurs années, la police de proximité est promue comme stratégie de renforcement de la sécurité. Le développement parallèle de ces dispositifs de sécurité piloté par les communautés peut être exploité par l'État pour assurer les missions initialement dévolues à la police de proximité. Les propositions des enquêtés sont présentées dans le graphique ci-après.

Figure 9: Propositions

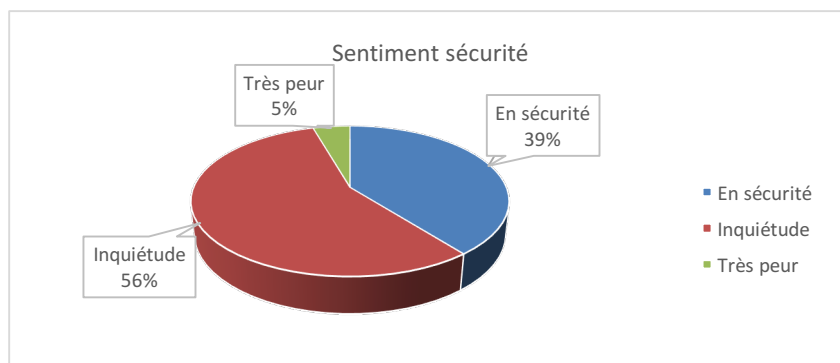


Les populations souhaitent à la fois la collaboration entre système formel et informel, la formation aux droits humains et le renforcement des capacités des membres des dispositifs de sécurité communautaires pour un fonctionnement harmonieux et efficace.

IV. Le sentiment d'insécurité des populations

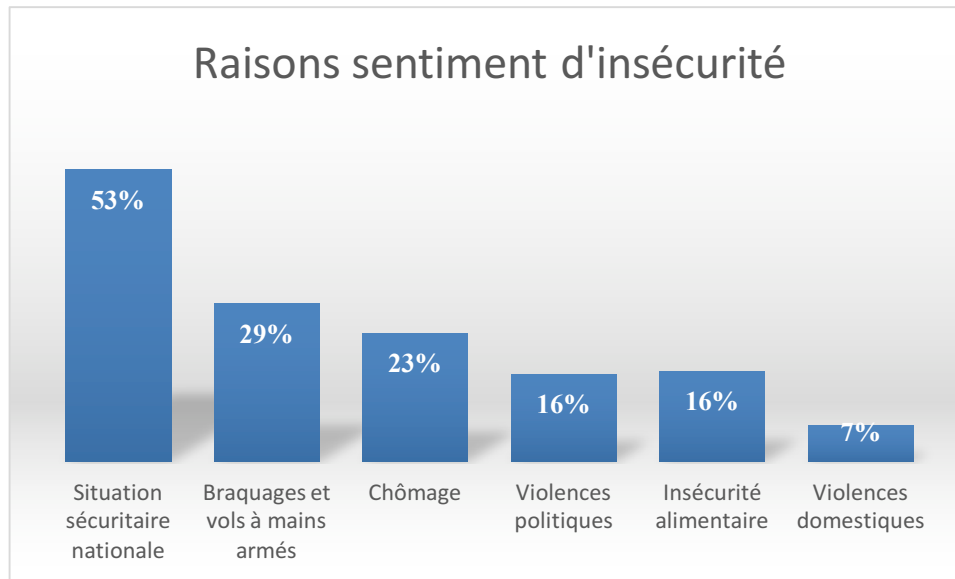
Les populations sont confrontées à divers dangers que renforcent les problèmes de chômage, de vulnérabilité aux catastrophes, de pauvreté et d'extrémisme religieux. Les populations enquêtées expriment un sentiment d'inquiétude, voire une très grande peur de la situation. Seuls 39% disent se sentir en sécurité.

Figure 10: Sentiment de sécurité



Les préoccupations liées à la sécurité nationale alimentent ce sentiment d'insécurité. Dans une certaine mesure, les violences politiques, l'insécurité alimentaire, les inondations et les violences domestiques y contribuent également. Le graphique ci-après décrit bien cela.

Figure 11: Raisons de l'inquiétude des populations



V. Recommandations

L'enquête menée montre que les Koglweogo sont largement acceptés par les populations parce que leur action a permis, jusque-là, d'obtenir des résultats appréciables. Ces groupes incarnent une forme de sécurité locale ancrée dans les valeurs culturelles burkinabè, ce qui indique que les pratiques communautaires sont davantage à prendre en compte dans les systèmes de sécurité.

De tout ce qui précède, il nous apparaît essentiel de formuler les recommandations suivantes :

A l'attention du gouvernement :

- Encourager l'initiative des Koglweogo et des autres structures communautaires de sécurité en les aidant à se structurer et à former leurs membres ;
- Répertoire et enregistrer officiellement les Koglweogo et les autres structures communautaires de sécurité en tant qu'agents communautaires de sécurité (en lien avec la police de proximité) avec délivrance d'une carte de membre et délimitation d'un champ d'intervention ;
- Verser une subvention annuelle pour contribuer au bon fonctionnement de ces structures ;
- Intégrer les Koglweogo et les autres structures communautaires de sécurité dans le dispositif du renseignement civil ;
- Organiser des séances régulières d'échange entre les forces de sécurité, les Koglweogo ainsi que les autres structures communautaires de sécurité pour un apprentissage mutuel.

A l'attention des Koglweogo et autres structures communautaires de sécurité :

- Organiser et structurer les groupes et œuvrer pour que chaque membre soit identifié et enregistré ;

- Accepter de fonctionner sur la base d'un cadre réglementaire précis qui encadrerait et protégerait les actions menées ;
- Faire de la preuve un principe cardinal pour éviter les bavures et les condamnations hâtives ;
- Collaborer avec les autres forces et structures de sécurité et principalement dans le partage de l'information ;
- Organiser régulièrement une restitution des activités aux populations locales.

A l'attention des populations urbaines et rurales :

- Développer des initiatives pour faire face aux insécurités humaines dans les quartiers, les villages et les communes ;
- S'impliquer dans l'amélioration de la sécurité pilotée par les communautés ;
- Plaider auprès des pouvoirs publics pour une évolution de la législation nationale relative au vol et au banditisme ;
- Sortir des divisions artificielles qui fragilisent le pays et promouvoir la recherche de solutions endogènes par l'innovation.

Conclusion

La sécurité pilotée par les communautés est une réalité au Burkina Faso. Le débat public, très vif sur les Koglweogo, montre un réel intérêt des populations par rapport à cette question.

La présente enquête a fait ressortir qu'en majorité les personnes interrogées sont favorables à ces groupes malgré des pratiques souvent décriées par les défenseurs des droits humains. Les populations semblent bien connaître les Koglweogo qui sont un héritage des cultures locales et une forme traditionnelle de sécurité.

Il conviendrait de promouvoir cette participation communautaire tout en l'améliorant et en repensant les dispositifs sécuritaires. Les populations doivent pouvoir prendre part à la gestion de leur sécurité à travers un système hybride efficace ancré dans les traditions locales.

Les forces de sécurité, les Koglweogo ou les organisations communautaires similaires visent aujourd'hui un objectif commun qui est d'assurer la sécurité et la quiétude des populations. Il est impérieux dans ce cas de mobiliser toutes ces énergies en faveur de cet objectif. C'est à ce prix que le pays réussira à rétablir un climat de sécurité et à construire un environnement de paix durable.



© Septembre 2018

1212 Avenue Bila Charles Kaboré – Ouaga 2000

Ouagadougou, Burkina Faso

Site web : <http://issh-edu.com/asha>

Téléphone : +226 25 37 68 34